



Rôle de la Section S&R

La section Stabilisation et Relèvement (S&R) appuie la Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Général (RSASG), Coordonnatrice Résidente (CR) et Coordonnatrice Humanitaire (CH) dans ses fonctions de pilotage de la contribution des Nations Unies aux efforts de reconstruction au Mali.

S&R promeut les synergies entre la MINUSMA, l'équipe pays des NU et les autres partenaires internationaux, en faveur des communautés les plus touchées par le conflit, notamment au nord et au centre du Mali.

Avec ce bulletin mensuel, nous restituons les plus récentes avancées et activités au nord du Mali en termes de stabilisation et de relèvement. Le public visé rassemble les principaux partenaires de la section dont les composantes militaires et civiles de la MINUSMA, l'équipe pays des NU et les partenaires internationaux.

Pour plus d'informations :

Gabriel Gelin, Spécialiste de l'Information
(section S&R) - gelin@un.org

Faits saillants

- Réunion Premier Ministre-Troika sur le suivi de l'Accord de Paix
- PBF : extension de 3 projets au 1er trimestre 2017
- Tombouctou : mission intégrée à Goundam et Bitangoungou
- Culture : crépissage de la mosquée Djingareyber
- Nouveaux projets lancés dans les régions du nord

Chiffres clés

Projets à impact rapide (QIPs) : 221 projets finalisés et 30 en cours sur un budget de 11,9 million USD (251 projets au total depuis 2013)

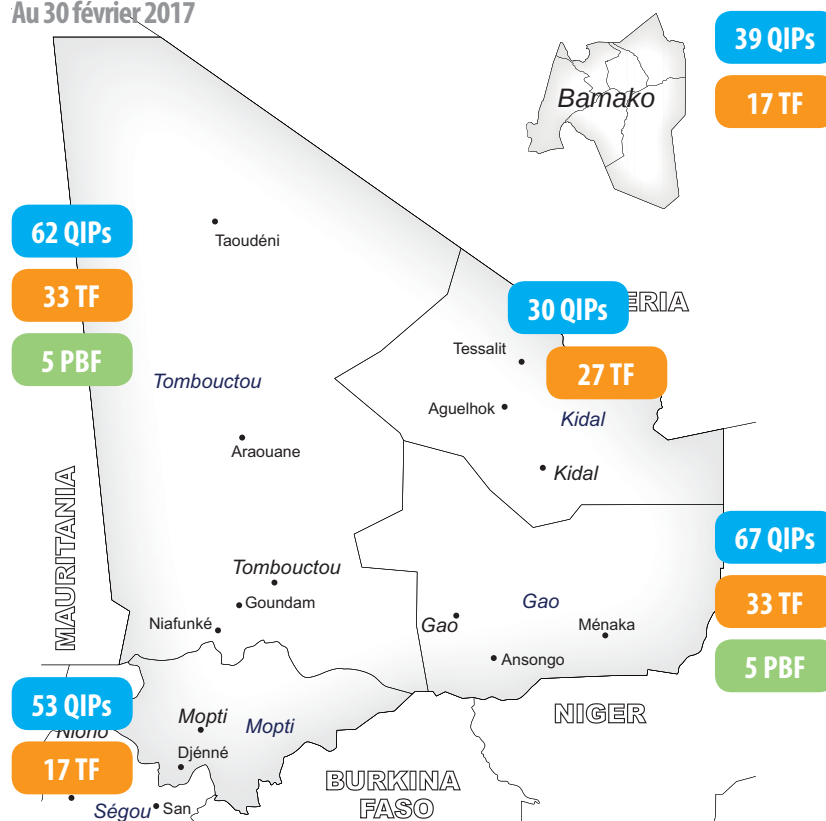
Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) : 5 projets démarrés en 2015 sur 18 mois et pour un budget de 12.106.353 USD (3 projets prolongés)

Fonds Fiduciaire (TF) : 24 projets finalisés et 58 projets en cours sur 86 projets approuvés pour un coût de 22.733.835 USD sur un budget de 31.330.367 USD (contributeurs : Allemagne, Australie, Canada, Danemark, Irlande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Turquie et UN DOCO)

Aperçu global depuis 2013

Nombre de projets par région

Au 30 février 2017



Secteurs

QIPs Projets à impact rapide

Sécurité / Justice / Infrastructures publiques / Agriculture / Santé / Information publique / Education / Eau / Artisanat / Culture / Sports / Gestion de Conflit / Gestion des déchets / Droits de l'Homme

TF Fonds Fiduciaire

Pourparlers de paix / Elections / Sensibilisation / Genre / DDR / Cantonement / Etat de droit et justice / Retour de l'autorité de l'Etat / Contrôle des frontières / Réhabilitation et réintégration des prisonniers / Contrôle des armes / Sécurité / Santé / Electricité / Responsabilité internationale / Eau et Assainissement / Cohésion sociale / Education / Relèvement économique

PBF Fonds pour la Consolidation de la Paix

Education / Appui socio-économique / Réintégration des Déplacés / Justice / Cantonement

Focus sur 1 projet

Inauguré en octobre 2015, le Commissariat de Police de Tombouctou a été réhabilité et équipé grâce à un projet à impact rapide de la MINUSMA. Plus d'un an après, le Directeur régionale de la Police, Mr Brahima FOFANA, revient sur les effets de cette intervention et ce qui a changé depuis.

Quel a été l'impact de l'occupation djihadiste sur le Commissariat de Tombouctou ?

Au premier jour de l'occupation, le commissariat a été saccagé, les fenêtres et les portes enlevées, les archives détruites et le matériel emporté. Mis à part ces dégâts matériels, les policiers ont dû fuir et l'un d'eux a été fait prisonnier.

A la reconquête en avril 2013, une première équipe a été déployée puis remplacée au bout d'un an par l'équipe que je dirige depuis début 2015.

En quoi l'appui de la MINUSMA avec ce projet à impact rapide a été bénéfique ?

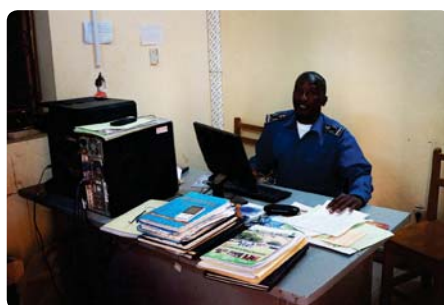
L'intervention de la MINUSMA a porté sur la réhabilitation des locaux, la clôture du commissariat et la fourniture d'équipements informatiques et de mobilier. La clôture du bâtiment était primordiale pour la sécurisation du personnel et des biens d'équipement. L'armurerie a aussi été réhabilitée par UNMAS et des râteliers y ont été installés.

A Tombouctou, les affaires arrivaient au compte-goutte et les gens n'étaient pas rassurés à l'idée de faire appel à la police.

L'équipement fourni a clairement renforcé les capacités opérationnelles et la mobilité du personnel qui va davantage à la rencontre des gens. Après la reprise de la ville, la police n'a pas cherché dans un premier temps à poser des actes car il a fallu rassurer et obtenir la confiance des habitants qui avaient été terrorisés, à travers des opérations comme les patrouilles et la sensibilisation.

Avec les motos fournies par la MINUSMA, on va au contact des gens, on occupe les zones sensibles et carrefours. On discute aussi beaucoup avec les visiteurs au commissariat. Tout ce travail contribue à la collecte d'informations cruciales, à la prévention des risques et au rétablissement de la confiance.

Au départ, la relation entre les forces de l'ordre et la population était en demi-teinte. Quelques personnes exprimaient une certaine méfiance. Petit à petit, ce sentiment s'est dissipé et aujourd'hui, la population vient d'elle-même porter plainte, faire des démarches administratives et fournir des informations à des fins de prévention.



En face du commissariat, le célèbre monument Al Farouk de Tombouctou porte encore les traces de l'occupation.

Coordination des bailleurs et partenariats

1. Le 2 février, la réunion politique de la **Commission de Réhabilitation des Zones Post Conflit (CRZPC)** a eu lieu sous la présidence du Ministre de la Solidarité et de l'Action Humanitaire. Cette rencontre de haut niveau a rassemblé plusieurs ministres, l'Ambassadeur de France et la RSASG/CR/CH et s'est centré sur la présentation des résultats du Plan d'Urgence et de Relèvement pour la Mise en Œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali pendant la période intérimaire 2015-2017. Un exercice similaire s'est fait sur le PURD II, la 2^{de} phase du Programme d'urgence pour la relance du développement des régions du Nord. Les deux programmes montrent les efforts du gouvernement pour l'intensification de la reconstruction au nord. L'ADNM (Agence de Développement du Nord Mali) a présenté la future base de données en ligne « SynergieNord » visant à référencer et cartographier les projets financés par les PTFs.

4. La **réunion Premier Ministre-Troïka** présidée par le Premier Ministre en présence des membres de la Troïka élargie des PTF ainsi que des Ministres des Affaires Etrangères ; Finances et Economie ; Décentralisation, Territoires and Autorités Locales ; Sécurité et Protection Civile, s'est tenue le 24 février à la Primature. Etaient à l'agenda les arrangements institutionnels pour la mise en œuvre de l'Accord de Paix et plus spécifiquement la confirmation du calendrier électoral du pays. Le Gouvernement du Mali a saisi l'opportunité de briefer les partenaires sur le statut de la Stratégie Spécifique pour le Développement des Régions du Nord (SSDRN) et du Fonds de Développement Durable (FDD). Des informations ont aussi été partagées au sujet de la Stratégie pour le Centre du Mali visant à stabiliser la situation sécuritaire. Les participants ont également abordé les modalités du Dialogue PM/Troïka pour la mise en œuvre de la Stratégie Commune d'Appui Pays (SCAP 2016-2018) et en particulier l'articulation entre la SCAP 2016-2018, la Politique Nationale de Gestion de l'Aide (PONAGA) et la Politique Nationale pour la Coopération et le Développement.

2. Le 4 février, S&R-Gao a assisté au **conseil d'administration de l'Agence de Développement Régional (ADR) de Gao**. Dans l'anticipation de la Conférence Nationale des ADR à Bamako le 23 février, cette session a visé à adopter le rapport annuel 2016 et le plan de travail et budget 2017. Certaines actions prévues dans ce plan vont requérir l'appui de la MINUSMA, notamment dans le renforcement des capacités de l'ADR Gao et dans les domaines de l'éducation, du relèvement économique, de la santé et de l'accès à l'eau.

3. Le 16 février, la RSASG/CR/CH a mené une **mission intégrée à Goundam et Bitangoungou** (région de Tombouctou). La délégation était composée du PNUD, du PAM et de la MINUSMA (Force, UNPOL et S&R), ainsi que de représentants du Ministère de l'Agriculture et des Ambassades des Pays-Bas, de la Norvège et de la Suède. La mission a rencontré les populations et notabilités de la région des lacs Faguibine et a sensibilisé les bailleurs au besoin d'investir dans cette zone en proie à d'importants déplacements de population et à la criminalité. La visite a été rendue possible grâce aux efforts conjoints des FAMA et des troupes des Nations Unies dans le cadre de l'opération militaire LOKI-2. A Goundam, la délégation a remis 2 projets du PNUD aux communautés locales et aux autorités et ont rencontré des groupes de femmes affectées par le conflit. A Bitangoungou, la mission a rencontré des femmes ayant bénéficié de kits solaires financés au travers de projets QIPs et du Fonds Fiduciaire (sur la contribution du Danemark).

Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2l8unYB> ▼



Sensibilisation communautaire

1. La Section S&R a participé activement à une **activité de sensibilisation** organisée par la MINUSMA à **Kalaban-Coura Koulouba**, Région de Koulikoro. Les autorités locales, chefs traditionnels et 400 membres de la communauté ont exprimé un certain nombre de besoins dans les domaines de la sécurité, des infrastructures publiques et des services sociaux de base. S&R a

clarifié les critères et le processus de financement pour les projets à impact rapide et encouragé les autorités locales et résidents à définir conjointement des besoins prioritaires et formuler des projets pour de possibles interventions en ligne avec le mandat de la MINUSMA.

Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2lSXfRS> ▼



Culture

1. La MINUSMA apporte son appui au projet « **Etat des Lieux Etat des Corps** » depuis 2015 et mené sur 3 ans par le Studio d'actions artistiques partagées (Mali), l'Institut Français du Mali, et La Compagnie « Les Inachevés » (France). Ce projet vise la formation de 18 jeunes en arts vivants pour favoriser l'émergence d'une nouvelle génération d'artistes. Grâce à l'appui logistique de la MINUSMA, 5 participants de Tombouctou se sont rendus à Bamako afin de poursuivre la 5^{ème} étape de formation (danse) du 6 au 11 Février.

2. Du 17 au 18 février, la MINUSMA a apporté un appui à la tenue d'un **atelier de lutte contre le trafic de biens culturels** à Tombouctou organisé par l'UNESCO et la Mission Culturelle de Tombouctou. Grâce au soutien logistique de la MINUSMA, la rencontre a réuni plus de vingt spécialistes et représentants de communautés venant de Bamako, Tombouctou, Djenné, Mopti et Bandiagara. Ceux-ci ont évalué la situation actuelle relative au trafic de biens culturels au Mali et élaboré des stratégies régionales pour lutter contre le phénomène. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2mpx08r>

3. Le 19 février, une délégation menée par le Chef du bureau de l'UNESCO à Bamako a été soutenue afin d'assister au crépissage de la mosquée Djingareyber de Tombouctou, organisé par les communautés avec la contribution financière de l'UNESCO. La MINUSMA a également apporté un appui logistique en fournissant de l'eau, appui très apprécié par la corporation des maçons, l'Imam et la communauté de Tombouctou. Il aura permis que les opérations se réalisent dans les temps impartis. ►

Pendant l'événement, les travaux de **réhabilitation du bâtiment des ablutions et toilettes** de la mosquée, qui est inscrite sur la Liste du patrimoine mondial, ont aussi débuté à travers un QIP d'un budget de 28.000 USD. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2lvx5DJ> ▼

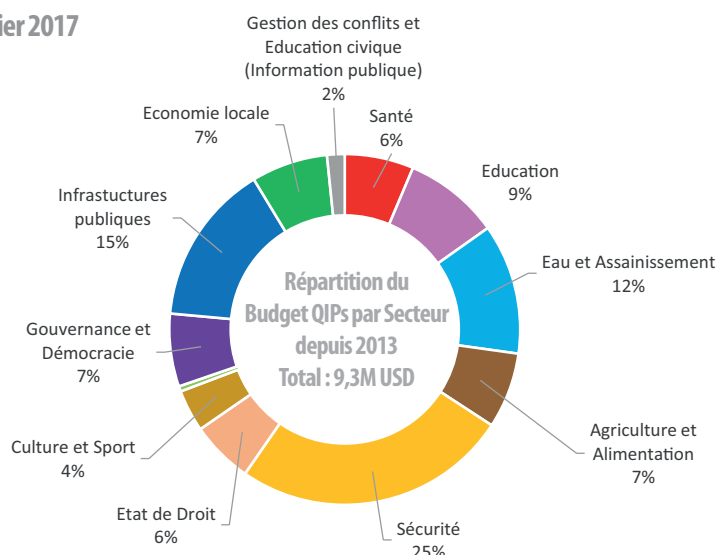


Financés par la MINUSMA, les Projets à Impact Rapide (ou *Quick Impact Projects - QIPs*) sont des microprojets communautaires. Ces projets sont d'un coût maximal de 50.000 dollars US et d'une durée de 6 mois maximum, dans les domaines de la réhabilitation des services et petites infrastructures publiques, la formation et

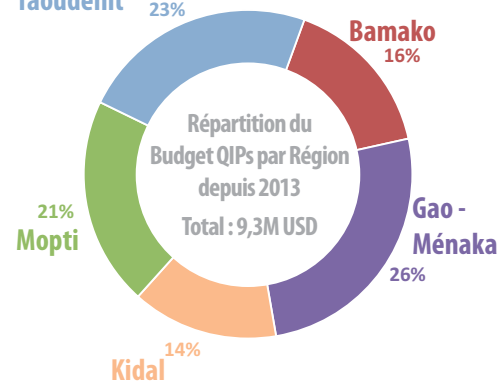
la sensibilisation, la création d'emplois et de revenu. Ils doivent avoir un effet à la fois rapide et durable répondant aux besoins prioritaires de la population et ont pour but d'établir un climat de confiance dans le processus de paix, la Mission et son mandat.

Ces projets bénéficieront principalement aux régions du Nord et soutiendront les demandes provenant du gouvernement malien, des ONG internationales et nationales, des agences internationales et de la société civile. Tous les projets sont exécutés à travers des partenaires et entreprises locaux.

Au 30 février 2017



Tombouctou -
Taoudénit



Faits marquants du mois

1. Le 8 février, une **unité de transformation de produits locaux** a été officiellement remise au Cadre de Concertation et d'Actions des Associations féminines du cercle de Tombouctou dans le cadre d'un QIP sponsorisé par la Division des Affaires Civiles de la MINUSMA pour 42.311,99 USD. Le projet vise à valoriser les produits locaux et à créer des activités génératrices de revenus en faveur des 379 femmes affiliées à ce Cadre de Concertation. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2mpHBAd> ►



2. Le 23 février, les **nouveaux bureaux du Groupement d'Intervention de la Gendarmerie Mobile (GIGM)** ont été inaugurés en présence du Directeur Général de la Gendarmerie Nationale et des Chefs de la Composante Police et de la Section des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires (SAPJ) de la MINUSMA. Ce QIP sponsorisé par UNPOL pour 47.864,71 USD a permis la construction de ce bâtiment.

Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2IQ5LCL>

Projets récemment approuvés

1. Réhabilitation de la Maison d'Arrêt et de Correction d'Ansongo (Région de Gao)

Le projet prévoit la réhabilitation des différents blocs (administration, bureau, salle de garde, cuisine et magasin), la réparation des installations électriques et de la plomberie, ainsi que la fourniture d'équipements sécuritaires. Cette réhabilitation va permettre le redéploiement de l'autorité de l'Etat dans la zone et va bénéficier directement à 10 employés pénitentiaires et 50 détenus.

Partenaire d'exécution : Direction Régionale de l'Administration Pénitentiaire et de l'Education Surveillée (DRAPES) de Gao

Sponsor MINUSMA : Section des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires (SAPJ)

Budget : 28.779,87 USD

2. Appui à la réinsertion socio-économique des femmes et filles de Tombouctou et Ber affectées par la crise (2 projets dans la Région de Tombouctou)

Les 2 projets visent à contribuer à la revitalisation d'activités génératrices de revenus pour 100 affiliées à des associations féminines de Ber et 66 membres de l'association des femmes handicapées de Tombouctou. Les 2 initiatives comprennent la construction d'un hangar, la fourniture d'équipements et des sessions de renforcement des capacités. En outre, le centre multifonctionnel va être réhabilité à Tombouctou, et la réalisation d'un forage et d'un système de drainage des eaux usées à Ber.

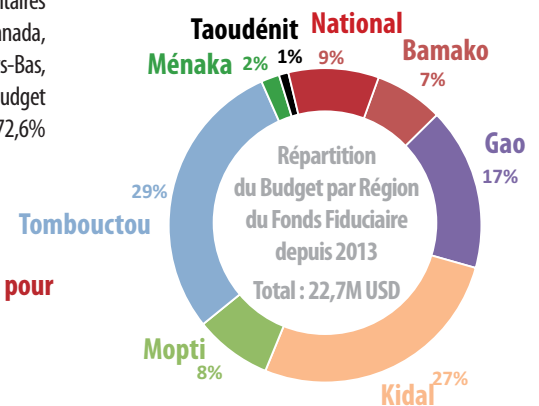
Partenaire d'exécution : Association des femmes handicapées de Tombouctou / Coordination des associations féminines de Ber

Sponsor MINUSMA : Division des Droits de l'Homme et de la Protection (DDHP)

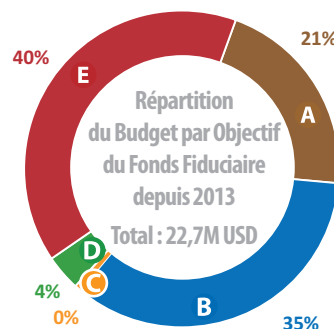
Budget : 86.541,58 USD

Le Fonds Fiduciaire des Nations Unies en soutien à la Paix et la Sécurité au Mali a été créé à la demande du Conseil de Sécurité (Résolution 2085 (2012)). Les Etats Membres peuvent apporter des contributions libres d'affectation ou non au Fonds, qui vise à apporter un appui vital aux Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FDSM), à assister le Gouvernement malien dans ses efforts pour assurer une paix durable, le retour de l'autorité de l'Etat et de l'ordre constitutionnel et à soutenir les cruciales interventions humanitaires et d'aide au développement concourant aux efforts à court et à long-terme de la communauté internationale pour résoudre la crise au Mali.

Ce fonds est soutenu par des contributions volontaires des bailleurs suivants : Allemagne, Australie, Canada, Danemark, Irlande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Turquie et UN DOCO. Le budget actuel du fonds avoisine 31,3 millions USD, dont 72,6% sont alloués aux projets existants.



E Efforts immédiats et à long-terme pour résoudre la crise au Mali



A Restauration de l'Ordre Constitutionnel, de l'unité nationale et appui aux élections

B Retour de l'autorité de l'Etat, Etat de Droit et DDR-RSS

D Equipement et appui logistique aux Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FSDM)

C Renforcement des capacités des Forces de Sécurité Maliennes (FSM)

Au 30 février 2017

Faits marquants du mois

1. 45 lampadaires solaires ont été installés dans les zones fréquentées de Tombouctou grâce à un projet du Fonds Fiduciaire financé via la contribution du Danemark. Un positionnement stratégique sur les places publiques, marchés et près des mosquées aide les habitants de la ville dans leur vie quotidienne et facilite les rassemblements

habituels lors de prières ou parties de football. Des jeunes rencontrés sur la place de la mosquée Sankoré peuvent « maintenant jouer au football le soir sur cette place importante. Ici, on se réunit les jours d'élections ou de foires. Ça contribue à la cohésion dans la ville ». Pour un autre habitant, les lampadaires placés près des mosquées « facilitent la vie de ceux qui

s'assoient et discutent en attendant le prochain appel à la prière ». Un artisan de la place du marché considère que « la lumière amène plus d'activité, de visiteurs qui se sentent en sécurité ». Un transporteur qui s'appête à charger son camion la nuit tombée estime que « c'est un obstacle face aux voleurs ». 30 autres lampadaires solaires ont aussi été installés à Gourma-Rharous. ▼



2. 3 projets d'appui à l'accès en eau potable sont sur le point de s'achever dans la région de Tombouctou. Ils ont permis la construction de forages et d'adductions d'eau, tous gérés par des comités locaux, ainsi que des formations sur les pratiques d'hygiène. Ces projets bénéficieront à plus de 5000 personnes déplacées et retournées dans les communes de Tamjarat, Makabory, Daressalam, Tiris, Almafrag, Jidide et Teherdje. Budget total des 3 projets : 336.208 USD. Financé via la contribution du Danemark.

Projets récemment approuvés

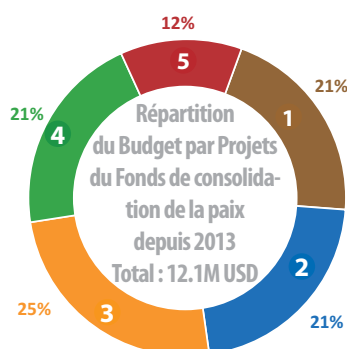
1. Radios à manivelle en soutien au renforcement des capacités et à la sensibilisation des ex-combattants et communautés hôtes au nord du Mali : Ce projet vise à fournir 7000 radios à manivelle ex-combattants et aux membres des communautés au nord du Mali localisées près des sites de cantonnement afin de diffuser des informations et messages de sensibilisation en particulier sur le cantonnement et le processus DDR. Les radios vont être distribuées pendant le processus de cantonnement. Budget: 367.133 USD. Financé via la contribution du Luxembourg.

2. Appui à l'opérationnalisation de la Commission Nationale DDR (NDDRC), la Commission d'Intégration (IC) et la Commission Nationale de Réforme du Secteur de la Sécurité (CNRSS) : Le projet comprend deux volets ; d'un côté, la fourniture de 3 locaux préfabriqués pour agrandir les bureaux existants de la Commission Nationale DDR pour la durée du programme national de DDR, et de l'autre, des appuis à l'opérationnalisation des NDDRC, IC et CNRSS à travers des ateliers de renforcement de capacités. Budget : 108.146 USD. Financé via la contribution de l'Allemagne.

Face à la crise politique, institutionnelle et sécuritaire qui a profondément déstabilisé le Mali depuis 2012, le Gouvernement malien et le Système des Nations Unies au Mali ont fait appel au Fonds PBF (pour *Peacebuilding Fund*) en vue de soutenir la consolidation de la paix et la réconciliation. Le Gouvernement du Mali a donc soumis une demande d'éligibilité au Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix (PBSD) le 24 février 2014 qui a été approuvée par le Secrétaire-Général des Nations Unies le 2 avril 2014.

Dans ce contexte, l'intervention du programme PBF au Mali représente pour la première phase un budget cumulatif d'environ 12,4 millions USD dont 12,1 sont alloués à 5 projets menés par des agences onusiennes et la MINUSMA. Un Comité de Pilotage supervise l'ensemble du programme et rassemble le Gouvernement malien, la société civile, les Partenaires Techniques et Financiers et les Nations Unies. Les 0.3 millions USD restants sont alloués à la Cellule d'Appui du Comité de Pilotage. Les 5 projets sont réalisés entre janvier 2015 et juin 2016 et 3 d'entre eux (*) ont bénéficié d'une extension de janvier à mars 2017.

Au 30 février 2017



1 **Projet d'éducation pour la consolidation de la paix au Nord du Mali (*) - UNICEF**

L'agence et ses partenaires mettent en oeuvre une stratégie de scolarisation accélérée en vue d'un accès à l'éducation pour les enfants vulnérables déscolarisés et non scolarisés. Des espaces de dialogues communautaires inclusifs sont aussi instaurés pour une cohésion sociale à l'école, en famille et au sein de la communauté.



2 **Appui au renforcement des capacités de résilience aux conflits des femmes et des jeunes dans les régions de Gao et Tombouctou (*)**

PNUD, ONUDI

Ce projet conjoint porte sur l'accompagnement des processus de réconciliation nationale et de promotion du dialogue en créant des opportunités économiques en faveur des femmes vulnérables et des jeunes à risque.



3 **Rétablissement de la confiance par l'appui au processus de cantonnement**

UNOPS

Les opérations renforcent la confiance mutuelle entre les parties signataires de l'accord de paix et favorisent l'apaisement du climat sécuritaire. L'ancrage du processus de désarmement dans le pays passe notamment par le cantonnement des combattants. UNOPS est en charge de la construction et de la gestion de camps prévus à cet effet.



4 **Solutions pour la réintégration durable et pacifique des personnes déplacées internes (PDI) et des réfugiés rapatriés dans les régions de Gao et de Tombouctou - OIM, UNHCR**

Ce projet consiste à fournir aux PDI et rapatriés un accès aux services sociaux de base et à renforcer la cohabitation pacifique entre les communautés locales dans un climat de confiance accrue dans le processus de paix.



5 **Programme d'amélioration de l'accès des femmes victimes de violences sexuelles et basées sur le genre à la justice et la sécurité dans le processus de consolidation de la paix au Mali (*)**

ONU Femmes, UNFPA, MINUSMA

Les 2 agences et la Mission soutiennent les victimes de VBG en leur facilitant l'accès à la justice et à une prise en charge holistique. Le projet appuie également le renforcement de capacités des services de prise en charge ainsi que du système judiciaire en matière de VBG.